

Convention collective régionale
IDCC : 1635. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Gironde et Landes)
(Étendue par arrêté du 1^{er} mars 2012
Journal officiel du 13 mars 2012)

ACCORD DU 30 MARS 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2018

NOR : ASET1850654M
IDCC : 1635

Entre :
UIMM Gironde et Landes,
D'une part, et
SMG CFDT ;
USMG FO ;
SMAQ Aquitaine CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'article 28 des clauses particulières de l'avenant du 18 février 2011 portant actualisation de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes. Il se réfère également aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national modifié du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques.

Les partenaires sociaux s'accordent sur le principe de ne pas inclure dans le présent accord des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Conclu ce jour, le présent accord porte effet à compter du 1^{er} juillet 2018.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, reprises à l'article 28 des clauses particulières de l'avenant du 18 février 2011 portant actualisation de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixées ci-dessous servent uniquement de base de calcul à la prime d'ancienneté instaurée par l'article 33 desdites clauses particulières.

Article 3

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à : 5,13 € à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les mensuels ouvriers tels qu'ils sont définis par la classification « ouvriers » instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Cette majoration est portée à 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les rémunérations minimales hiérarchiques obtenues par les calculs prévus au présent article sont déterminées pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif au sens des articles L. 3121-1 et suivants du code du travail.

Ces valeurs devront donc être adaptées proportionnellement pour les entreprises dont l'horaire collectif légal ou conventionnel de travail effectif serait inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Article 4

Les rémunérations minimales hiérarchiques des barèmes joints en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 5

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

3 %	après	3 ans
4 %	après	4 ans
5 %	après	5 ans
6 %	après	6 ans
7 %	après	7 ans
8 %	après	8 ans
9 %	après	9 ans
10 %	après	10 ans
11 %	après	11 ans
12 %	après	12 ans
13 %	après	13 ans
14 %	après	14 ans
15 %	après	15 ans

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail effectif, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

Article 6

En cas de contestation concernant l'application des rémunérations prévues au présent accord, la solution des litiges relèvera des dispositions suivantes :

Une commission mixte composée :

- moitié par l'union des industries et métiers de la métallurgie Gironde et Landes ;
- moitié par les organisations syndicales représentatives intéressées au conflit et cosignataires du présent accord, et à raison de 2 représentants par organisation, examinera les difficultés d'application dûment justifiées et motivées qui lui seraient soumises.

Article 7

Après expiration du délai d'opposition prévu par les dispositions législatives en vigueur du code du travail, le texte du présent accord fera l'objet d'un dépôt, en nombre suffisant d'exemplaires, auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Bruges, le 30 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} juillet 2018

Horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 5,13 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENT DE MAÎTRISE sauf AM d'atelier	AGENT ADMINISTRATIF et technicien
V	3	395	2 026,35	2 026,35
		365	1 872,45	1 872,45
	2	335	1 718,55	1 718,55
	1	305	1 564,65	1 564,65
IV	3	285	1 462,05	1 462,05
	2	270		1 385,10
	1	255	1 308,15	1 308,15
III	3	240	1 231,20	1 231,20
	2	225		1 154,25
	1	215	1 102,95	1 102,95
II	3	190		974,70
	2	180		923,40
	1	170		872,10
I	3	155		795,15
	2	145		743,85
	1	140		718,20

Rémunérations minimales hiérarchiques
servant au calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} juillet 2018

Horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 5,13 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIER y compris majoration 5 %		AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER y compris majoration 7 %	
V	3	395			AM7	2 168,19
		365				2 003,52
	2	335			AM6	1 838,85
	1	305			AM5	1 674,18
IV	3	285	TA4	1 535,15	AM4	1 564,39
	2	270	TA3	1 454,36		
	1	255	TA2	1 373,56	AM3	1 399,72
III	3	240	TA1	1 292,76	AM2	1 317,38
	2	225				
	1	215	P3	1 158,10	AM1	1 180,16
II	3	190	P2	1 023,44		
	2	180				
	1	170	P1	915,71		
I	3	155	O3	834,91		
	2	145	O2	781,04		
	1	140	O1	754,11		